UN COLLOQUE POUR FAIRE REVIVRE LA MÉMOIRE DU MASSACRE DE THIAROYE

À l'approche du 80ème anniversaire du drame de Thiaroye, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar organise un colloque interdisciplinaire les 2 et 3 décembre 2024 pour revisiter cet événement majeur de l'histoire coloniale. Intitulé "Le massacre du Camp de Thiaroye en 1944 : enjeux historiographiques, fictions et imaginaires politiques", ce rendez-vous scientifique rassemblera historiens, littéraires, politologues, artistes et acteurs locaux autour du massacre perpétré par l'armée française contre des tirailleurs sénégalais désarmés le 1er décembre 1944.

Longtemps occulté, ce drame qui a fait des centaines de victimes a progressivement émergé dans les recherches historiques, mais aussi dans les œuvres artistiques et le débat public. Le colloque explorera ainsi les nouvelles pistes de recherche historique, les représentations culturelles variées inspirées par le massacre, ainsi que les enjeux politiques et mémoriels qu'il soulève encore.

Une journée sera dédiée aux populations de Thiaroye afin de recueillir leurs témoignages et leurs perspectives spécifiques. L'événement donnera lieu à la rédaction d'un "Appel de Thiaroye" visant à perpétuer le travail de mémoire autour de cette tragédie. Historiens, artistes et militants de diverses disciplines croiseront ainsi leurs regards pluriels sur un pan douloureux mais essentiel de l'histoire.

<https://www.senepius.com/politique/un-colloque-pour-faire-revivre-la-memoire-du-massacre-de-thiaroye>

Lancement prochain du premier satellite made in Sénégal

Le directeur général de l'Agence sénégalaise d'étude spatiale (ASES), Maram Kairé, a annoncé, mercredi, à Dakar, le lancement prochain du premier satellite fabriqué au Sénégal. D'un coût estimé à 650 millions de francs CFA, ce projet est piloté par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation.

Le directeur général de l'ASES en a fait l'annonce lors d'un exposé qu'il animait sur le thème : "La conquête de l'espace : enjeux, défis et perspectives au Sénégal", à l'occasion d'une rencontre de l'Académie nationale des sciences des sciences et techniques du Sénégal (ANSTS). "Nous pensions que les satellites coûtaient très cher et qu'ils n'étaient pas accessibles aux pays africains, mais grâce à la miniaturisation, on arrive à faire des satellites à des coûts beaucoup plus réduits", a fait savoir Maram Kairé.

Créée le 29 mars 2023, l'ASES a pour objectif de faire du Sénégal une "nation avec une industrie spatiale développée, disposant de ressources humaines et d'infrastructures de qualité". M. Kairé a ajouté que parmi les missions de l'ASES, il y a l'aide au développement des ressources humaines et la montée en puissance des compétences dans le secteur spatial.

"Nous avons commencé à étudier la question avec des partenaires, notamment des universités au niveau international, qui nous proposent aujourd'hui une série de formations, des Masters dans les sciences et technologies spatiales et nous n'avons pas hésité à les mettre en contact avec les écoles polytechniques et des universités sénégalaises" a-t-il indiqué.

Zeïnab Dienne Samb, une première dans l'histoire du Concours général

Zeïnab Dienne Samb, lycéenne de 16 ans aux Cours privés Racine School de Guédiawaye (banlieue de Dakar), est entrée dans l'histoire du Concours général du Sénégal en devenant la première élève à remporter à la fois le premier prix de Mathématiques et le premier prix de sciences Physiques.

Jamais un élève n'avait accompli une telle performance depuis 1966, date de la première cérémonie de remise des prix du Concours général, a relevé le directeur de l'enseignement général moyen, Papa Kandji, lors de la cérémonie de remise des prix mardi, au Grand Théâtre Doudou Ndiaye Rose de Dakar, devant le chef de l'Etat, Bassirou Diomaye Faye.

Elève en classe de première S1, Zeïnab Dienne Samb se distingue par son excellence académique et son dévouement à ses études, ont confié ses enseignants dans une vidéo projetée lors de la cérémonie. Devant le chef de l'Etat, Bassirou Diomaye Faye, et le Premier ministre Ousmane Sonko, elle a été décrite comme une élève exceptionnelle, méritant un "traitement spécial" et "la protection" de l'Etat du Sénégal.

Ses valeurs, son humilité et son excellence en font une locomotive et un modèle pour ses camarades, souligne-t-on. Pour répondre à ses besoins spécifiques, une classe de première S1 a été créée dans son établissement pour elle et trois autres élèves, a témoigné également le directeur des cours, Mamadou Diène.

CG : la « souveraineté de l'école » au centre du discours d'usage du Pr Waly Ba

Prononçant le discours d'usage de l'édition 2024 du Concours général, ce 30 juillet, le professeur de Lettres au Lycée Cheikh Hamidou Kane de Mbao, Waly Ba, a magnifié le long parcours du Sénégal marqué par des hommes hautement estimés pour leur brillance intellectuelle dans le monde.

« Nous avons une solide culture de l'élégance, de la bienséance mais surtout une culture d'ouverture et d'hospitalité, que le monde entier nous envie et qui fait du Sénégal une destination privilégiée. Nous avons une jeunesse dynamique et consciente, secouée certes par la conjoncture, mais altière sans sa quête d'un idéal. Nous avons un génie créateur hors pair, un capital d'érudition considérable porté par des sachants de dimension mondiale, à qui on voue beaucoup de respect dans les plus hautes instances de la planète.

Nous avons Senghor, premier académicien noir, nous avons Serigne Moussa Ka, dont la profondeur philosophique des poèmes n'a rien à envier à celles de Hugo, Baudelaire, ou d'Edgar Allan Poe. Mais nous avons aussi Cheikh Anta Diop, porteur d'une vision révolutionnaire qui inspire plus d'un aujourd'hui. Toute proportion gardée, nous pouvons affirmer que nous sommes un peuple béni. Nous le serions, toutefois davantage si nous travaillions à être plus autonomes, plus indépendants, bref, pour plus de souveraineté », a indiqué l'enseignant.

Il en a profité pour s'interroger sur la notion de souveraineté partie intégrante du thème de la présente édition du Concours général.

ACTUALITÉ NATIONALE

Après le rein, vers une greffe de la cornée au Sénégal

La quatrième transplantation rénale réalisée par l'Hôpital militaire de Ouakam est une preuve suffisante que le Sénégal a franchi une étape importante dans ce domaine. D'ailleurs, le pays se prépare à entrer dans une nouvelle ère de la médecine, avec la transplantation de la cornée. Il s'agit de permettre à de nombreuses personnes de recouvrer la vue. Le Conseil national de transplantation (CNDT) a achevé la rédaction des textes législatifs et réglementaires nécessaires, et la banque de cornée est déjà construite. La finition se fait actuellement avec l'équipement pour commencer les interventions dans un avenir proche.

Selon le professeur Fary Ka, président du CNDT, « tous les organes peuvent être transplantés. Il y a la transplantation de foie. Au Sénégal, de nombreuses personnes souffrent de maladies du foie. Il est crucial que la législation évolue pour permettre la transplantation de tous les organes, ce qui ne pose aucun problème. La greffe de cornée est déjà permise. Tous les textes législatifs et réglementaires ainsi que l'encadrement juridique pour la greffe de cornée ont été établis par le CNDT. Nous avons même une banque de cornée en cours d'équipement. Notre objectif est de lancer la greffe de cornée».

Par ailleurs, il est prévu aussi la greffe de la moelle osseuse. « Le centre est prêt à Dalal Jamm et les textes sont en cours de validation. Le Sénégal est en train d'entrer dans une nouvelle ère de la médecine, celle des transplantations et des greffes de tissus », a souligné le Pr. Ka.

Pr Ibrahima Thioub invite les Africains à élaborer leurs politiques mémorielle et patrimoniale en toute souveraineté

Les Africains doivent élaborer leurs politiques mémorielle et patrimoniale en toute souveraineté, a affirmé le professeur Ibrahima Thioub, spécialiste de l'histoire moderne et contemporaine, estimant qu'il est temps pour le Sénégal de se doter d'une "politique ambitieuse" en matière de documentation, de bibliothèque et d'archives.

"A nous Africains de nous positionner par rapport à nous-mêmes en élaborant en toute souveraineté nos politiques mémorielles et patrimoniales qui ne doivent rien attendre de qui que ce soit", a-t-il dit dans une interview publiée jeudi dans le quotidien national, Le Soleil.

Une mémoire panafricaine sera reconnue par le monde, "si l'Afrique y met l'engagement et les moyens nécessaires" à sa survenue", a-t-il indiqué.

"Une mémoire panafricaine s'imposera au monde si l'Afrique y met l'engagement et les moyens nécessaires à sa survenue", a-t-il dit en répondant à une question relative à la décision des autorités françaises de reconnaître que six des tirailleurs sénégalais, exécutés en 1944 au camp de Thiaroye, sont morts pour la France.

Le Professeur Ibrahima Thioub estime qu'il ne faut pas accorder autant d'importance à cette décision de "l'État français". "Ne lui accordons pas plus d'importance qu'elle n'a. Peu importe ce qu'il y a derrière. Il est illusoire d'attendre de la France et de ses autorités une politique mémorielle de la colonisation conforme à nos vœux", a-t-il.

Rencontre Stratégique : L'UCAD et l'ambassade des États-Unis unissent leurs forces pour de nouvelles Initiatives

Une délégation de l'Ambassade des États-Unis au Sénégal, conduite par Madame Ruth Anne Stevens-Klitz, Conseillère aux Affaires Publiques, en compagnie de Mme Aminata Fall, a rencontré ce vendredi le Pr Ousmane Sène, ancien chef du département d'anglais et Directeur du West African Research Center (WARC) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD). Cette rencontre a marqué un nouveau chapitre dans la coopération fructueuse entre l'UCAD et l'Ambassade des États-Unis.

La réunion a principalement porté sur le renforcement des domaines de collaboration entre les deux institutions. Depuis des décennies, l'UCAD et l'Ambassade des États-Unis ont entretenu une relation dynamique, marquée par de nombreux succès. Le Recteur de l'UCAD, Pr Ahmadou Aly Mbaye, a exprimé son désir de voir élargir ce partenariat, notamment à travers la facilitation des échanges académiques pour améliorer les compétences et les connaissances des enseignants.

Il a également souligné l'importance de l'implication active de la diaspora académique africaine dans les universités américaines, ainsi que les opportunités de collaboration avec les « land grant universities », spécialisées dans des domaines clés tels que l'agriculture et le développement. Mme Stevens-Klitz a exprimé son enthousiasme pour ces initiatives et s'est engagée à explorer les possibilités d'extension de cette collaboration.

Finale de la compétition panafricaine de robotique : 94 équipes de 25 pays africains étaient en lice

La finale de la compétition panafricaine de robotique 2024 s'est tenue à Saly. Au total 94 équipes de 25 pays africains ont participé à ce concours placé sous le thème "Le Futur, c'est Maintenant". Les participants ont fait des démonstrations dans le domaine de l'innovation technologique. Leurs créations relèvent de quatre domaines : le LogTech (Ligue Techs, 11-15 ans) : Création de solutions robotiques pour améliorer la logistique en Afrique ; l'EnergyTech (Ligue Stars, 15-19 ans) ; Conception de robots pour l'industrie pétrolière et gazière ; le SporTech (Ligue Makers, 15-19 ans).

A cela ajoutons le Développement de technologies innovantes pour le football et le basketball et l'AgriTech (Ligue Engineers, 18+ ans) ; l'Exploration de solutions en robotique et intelligence artificielle pour une agriculture durable en Afrique. Depuis sa création, il y a sept ans, Pan African Robotic Competition (Parc) a formé plus de 2500 jeunes africains sur les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STEM).

Initialement lancée avec 7 pays d'Afrique de l'Ouest, la compétition a enregistré la participation de 37 nouveaux pays d'Afrique et de sa Diaspora. "PARK, Pan African Robotic Competition, c'est un programme dont le but, c'est de voir comment initier nos jeunes aux sciences et technologies.

La science et la technologie sont un vecteur de développement. Et quand on parle de développement, le moteur c'est la science et la technologie.

https://www.seneweb.com/news/Sport/finale-de-la-competition-panafricaine-de_n_446716.html

Programme spatial : l'INP-HB met la Côte d'Ivoire sur orbite

La Côte d'Ivoire a fait un grand pas dans son accès aux technologies spatiales. L'INP-HB a annoncé sa victoire, conjointement avec l'Institut de Technologie de Dar es Salaam en Tanzanie, à la 8ème édition du programme spatial KiboCUBE. Le programme KiboCUBE, initié par le Bureau des Nations Unies pour les affaires spatiales (UNOOSA) et l'Agence d'exploration aérospatiale japonaise (JAXA), fait partie de l'initiative de coopération entre les Nations Unies et le Japon pour le déploiement de CubeSat.

L'équipe conjointe de l'INP-HB et de l'Institut de Technologie de Dar es Salaam construira le TanSat-1, un CubeSat de 1U mesurant 10cm x 10cm x 11,35cm et pesant jusqu'à 1,3 kg. Ce satellite vise à renforcer les capacités technologiques et à démontrer les technologies de collecte de données IoT, de relais d'information et d'acquisition d'images. De plus, cette mission met en avant les capacités spatiales croissantes de la Tanzanie et de la Côte d'Ivoire.

Le CubeSat sera utilisé pour suivre les balises GPS dans les réserves de faune et collecter des données environnementales via des capteurs. Ce projet vise à améliorer la conservation de la biodiversité et les efforts de mitigation du changement climatique, contribuant ainsi à la réalisation de plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le programme KiboCUBE a déjà permis à cinq pays—Kenya, Guatemala, Maurice, Moldavie et Indonésie—de devenir des nations spatiales en lançant leurs satellites. Ce lancement est souvent un catalyseur pour la création d'agences spatiales, l'élaboration de lois nationales et le démarrage d'économies spatiales.

Etudes supérieures : les bourses d'études les plus prisées par les jeunes Marocains

Au Maroc, l'éducation est souvent perçue comme un levier essentiel de développement personnel et professionnel. Cependant, la poursuite d'études supérieures, tant au niveau national qu'international, demeure un défi de taille pour de nombreux étudiants en raison des coûts élevés associés. Dans ce contexte, les bourses d'études jouent un rôle primordial en offrant des opportunités de financement qui permettent aux jeunes talents marocains de réaliser leurs ambitions académiques sans les contraintes financières.

Les bourses d'études sont des aides financières accordées aux étudiants pour les aider à couvrir les frais de scolarité, les frais de subsistance, les voyages et autres dépenses liées à leurs études. Elles sont attribuées sur divers critères, notamment le mérite académique, les besoins financiers, les compétences spécifiques ou même les engagements communautaires et sociaux.

Pour les étudiants marocains, ces bourses représentent souvent l'unique moyen d'accéder à des institutions prestigieuses et d'obtenir des diplômes reconnus à l'échelle internationale. Le système éducatif marocain, bien que riche en potentiel, est confronté à plusieurs défis, notamment l'inégalité d'accès aux ressources éducatives et la disparité des infrastructures entre les zones urbaines et rurales.

De plus, les coûts croissants de l'enseignement supérieur, tant au Maroc qu'à l'étranger, rendent les études universitaires inaccessibles pour de nombreux étudiants talentueux issus de milieux défavorisés.

L'UdeM utilisera l'intelligence artificielle pour repérer les fausses nouvelles en ligne

L'Université de Montréal (UdeM) se lance dans la lutte contre la mésinformation en créant un site Internet qui, grâce à l'intelligence artificielle (IA), permettra de détecter rapidement les fausses nouvelles. La ministre du Patrimoine canadien a annoncé lundi une aide financière d'environ 300 000 \$ pour la réalisation du projet.

« Des projets comme celui-ci jouent un rôle essentiel dans l'établissement et le maintien de la confiance de la population canadienne, a fait valoir la ministre Pascale St-Onge. Personne n'a envie d'être le con à un dîner de cons. »

La mésinformation (information erronée diffusée par mégarde) et la désinformation (fausse information diffusée en toute connaissance de cause) se sont répandues dans tous les domaines, que ce soit sur des questions liées à la santé ou encore dans des dossiers financiers et politiques, et il est parfois difficile de distinguer le contenu factuel d'une fausse information.

Au regard de cette intoxication de l'espace public, la ministre St-Onge a annoncé lundi le soutien d'Ottawa à un projet de l'UdeM. L'Université souhaite combattre le feu par le feu : user de l'intelligence artificielle pour combattre ces fausses nouvelles, mais cette fois-ci, celles diffusées par mégarde par les internautes. Ottawa espère, à travers ce projet, aider les citoyens à démystifier l'information qu'ils trouvent en ligne et, surtout, à reconnaître la désinformation.